

ETUDES INTERNATIONALES



**DROIT
CONSTITUTIONNEL
DE L'UNION
EUROPÉENNE**

Philippe Manin

Nouvelle édition

N° 6

2004

**D
1046**

Pedone

TABLE DES MATIERES

Avant Propos		I
Sommaire		III
Avertissement		IV
Tableau de correspondance des articles de la version provisoire et de la version définitive de la Constitution		V
Guide pour la documentation		IX
Chapitre 1	Les grandes étapes de la création des Communautés européennes et de l'Union européenne	1
Section 1	La création de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier (CECA). 1950-52	3
Section 2	L'échec des projets de Communauté européenne de Défense (CED) et de Communauté politique. 1951-54.	6
Section 3	La création de la Communauté économique européenne (CEE) et de la Communauté européenne de l'Energie atomique (CEEA ou EURATOM). 1958.	7
Section 4	Le traité CEE, base de la construction européenne. 1959-1962	9
Section 5	La crise de 1963-1969.	10
Section 6	L'acceptation du premier élargissement et la « relance » européenne. Déc. 1969- Déc. 1974	12
Section 7	Du premier « Conseil européen » (mars 1975) à l'entrée en vigueur de « l'Acte unique » (1er juillet 1987)	14
Section 8	L'Acte unique européen. 1987	15
Section 9	Le traité de Maastricht : la création de « l'Union européenne ». 1993	19
Section 10	Le traité d'Amsterdam. 1999	25
Section 11	La Charte des droits fondamentaux. Le traité de Nice. 1999-2003	28
Section 12	Le projet de « Traité établissant une constitution pour l'Europe »	30

PREMIERE PARTIE

LES ELEMENTS CONSTITUTIFS DES COMMUNAUTES EUROPEENNES ET DE L'UNION EUROPEENNE

Chapitre 2	Les fondements juridiques des Communautés et de l'Union européenne	39
Section 1	Les traités constitutifs des Communautés et de l'Union européenne	40
A	La place du traité	40
B	Les caractères spécifiques des traités constitutifs	44

DROIT CONSTITUTIONNEL DE L'UNION EUROPEENNE

Section 2	Le traité établissant une Constitution	47
A	La continuité	48
B	La nouveauté	50
Chapitre 3	La structure de l'Union européenne	53
Section 1	Les Communautés européennes et l'Union européenne	53
A	La pluralité de structures	53
1	Les Communautés	53
2	L'Union européenne	56
B	Le cadre institutionnel unique	58
Section 2	La nouvelle Union européenne	59
Annexe 1	Le problème du « siège »	60
Annexe 2	La fonction publique communautaire	61
Annexe 3	Régime linguistique	63
Chapitre 4	La nature juridique des Communautés et de l'Union européenne	65
Section 1	Les Communautés européennes et l'Union européenne	66
Section 2	Sur le fondement du traité établissant une Constitution	71
A	L'accentuation de la ressemblance apparente entre la nouvelle Union et un Etat	71
B	L'absence de changement de nature juridique	71
Chapitre 5	L'appartenance à l'Union européenne	73
Section 1	L'admission	74
A	Les conditions que les candidats doivent remplir	76
1	Les conditions imposées par les traités	76
2	Les conditions supplémentaires	80
B	La procédure d'admission	82
Section 2	Retrait, exclusion, suspension	86
Chapitre 6	Les compétences des Communautés et de l'Union européenne	91
Section 1	Les règles générales régissant la détermination des compétences de l'Union	92
A	Les différents types de compétence	92
1	Compétences sur le territoire	92
2	Compétences sur les personnes	95
3	Autres titres de compétence	101
B	La détermination des compétences matérielles	102
1	Le principe de « spécialité »	102
2	Le principe de subsidiarité	106
a	Dans les traités constitutifs	106
b	Dans la Constitution	109
3	Le principe de proportionnalité	111

TABLE DES MATIERES

	4 Les compétences « d'exécution »	112
	C Le caractère diversifié des compétences	115
	1 Classification	115
	2 Compétences « exclusives » et compétences « partagées »	120
	a Compétences exclusives	120
	b Compétences partagées	120
	D Les aspects spécifiques de la compétence externe	123
	1 Fondement et étendue des compétences	123
	2 La participation aux organisations internationales	128
	3 Exercice d'autres compétences internationales	133
Section 2	Les domaines de compétence de l'Union	136
	A Les politiques et actions internes	137
	1 Le marché intérieur	137
	2 La politique économique et monétaire	140
	3 Politiques dans d'autres domaines	143
	4 L'espace de liberté, de sécurité et de justice.	149
	5 Les domaines d'action de coordination, de complément ou d'appui	152
	B L'action extérieure	155
	1 La politique étrangère et de sécurité	155
	2 La politique de sécurité et de défense	157
	3 Union douanière et politique commerciale	162
	4 Coopération au développement et aide humanitaire	163
Chapitre 7	Les différenciations entre Etats membres	165
Section 1	L'origine des différenciations	166
	A Les dérogations impersonnelles dans le cadre de l'union monétaire	166
	B Les dérogations personnalisées	169
	C Les coopérations renforcées	172
	1 Dans les traités constitutifs	172
	2 Dans la Constitution	176
Section 2	Les conséquences institutionnelles des différenciations	179
Section 3	Les coopérations entre Etats membres hors traités ou Constitution	180
Chapitre 8	Le financement des Communautés et de l'Union européenne	181
Section 1	Les traités constitutifs	182
Section 2	La Constitution	191

DEUXIEME PARTIE

ORGANES ET POUVOIRS DANS L'UNION EUROPEENNE

TITRE I : LES POUVOIRS LEGISLATIF ET EXECUTIF

Chapitre 9	Le Conseil européen	197
Section 1	De l'origine au traité de Maastricht	197
Section 2	Le Conseil européen dans les Traités constitutifs	199
A	Composition et fonctionnement	200
B	Fonctions	202
1	Les fonctions générales sur le fondement de l'article 4 TUE	202
2	Les fonctions particulières dans le cadre d'autres dispositions du TUE	204
3	Les fonctions du Conseil européen dans le cadre du TCE	205
Section 3	Le Conseil européen et sa présidence dans la Constitution	206
A	Composition et fonctionnement	206
B	Fonctions	208
1	Les fonctions générales du Conseil	208
2	Les fonctions éminentes du Conseil dans le domaine de l'action extérieure et de la défense	208
3	La tutelle du Conseil européen sur l'espace liberté, sécurité, justice	209
4	Les fonctions « constitutionnelles » du Conseil européen	209
5	Les autres fonctions du Conseil européen	211
Chapitre 10	La Commission européenne	213
Section 1	Composition et constitution	213
A	Le problème du nombre de membres	213
B	La procédure de désignation et de nomination	216
C	La durée du mandat	220
D	Le statut des commissaires	223
Section 2	Fonctionnement	226
A	La collégialité	226
B	La répartition des attributions	228
C	Le président	229
Section 3	Les fonctions et les pouvoirs	230
A	L'initiative	232
B	Exécution et gestion	237
1	Les actes normatifs d'exécution (pouvoir réglementaire délégué)	238
2	L'exécution non normative	243
3	L'exécution du budget et la gestion des programmes	244

TABLE DES MATIERES

	C	La représentation extérieure	245
	D	La coordination	246
	E	La surveillance de l'application des dispositions des actes constitutifs et du droit de l'Union	247
Chapitre 11		Le Conseil	249
Section 1		Composition	249
	A	Régime des traités constitutifs	249
	B	Régime de la Constitution	252
Section 2		Fonctionnement	254
	A	La présidence	254
	1	Les traités constitutifs	254
	2	La Constitution	255
	B	La préparation des délibérations.	256
	C	L'organisation des travaux du Conseil	259
	D	La décision	263
Section 3		Les fonctions	271
	A	Pouvoirs analogues à ceux d'une assemblée législative	271
	B	Pouvoirs de décision	272
	C	Pouvoirs de coordination	272
	D	Action extérieure	273
Chapitre 12		Le Parlement européen	275
Section 1		Composition et procédure de désignation des membres	276
	A	Nombre et répartition	276
	B	Procédure de désignation	279
Section 2		Statut des membres	284
Section 3		Fonctionnement	289
Section 4		Pouvoirs	291
	A	La fonction législative	291
	B	La fonction consultative	292
	C	La fonction budgétaire.	292
	D	Pouvoirs à l'égard de la Commission	293
	E	Pouvoir à l'égard des traités internationaux	294
	F	Pouvoirs « de contrôle »	294
Chapitre 13		Le Comité économique et social et le Comité des régions	297
Section 1		Le Comité économique et social	297
Section 2		Le Comité des régions	300
Chapitre 14		Les organes d'exécution de la politique monétaire (SEBC) et la Banque centrale européenne (BCE)	301
Section 1		Structures	302
Section 2		Fonctions	306

Section 4	La conclusion des accords internationaux	357
A	La procédure dans les traités constitutifs	357
B	La procédure dans la Constitution	360
TITRE II : LE POUVOIR JUDICIAIRE		
Chapitre 19	Les organes	365
Section 1	Composition	365
A	La Cour de justice	366
1	Nombre et statut des membres	366
2	Fonctionnement	368
B	Le Tribunal de première instance ou de grande instance	368
1	Nombre et statut des membres	369
2	Fonctionnement	370
C	Les juridictions spécialisées	370
Section 2	Compétences	371
A	Selon les traités constitutifs	371
B	Selon la Constitution	373
Section 3	La répartition des compétences et la hiérarchie juridictionnelle	374
Section 4	Règles générales de procédure	377
Chapitre 20	Les recours en manquement	383
Section 1	Le recours en manquement général	383
A	Phase « pré-contentieuse »	385
1	Initiative de la Commission	385
2	Initiative d'un Etat membre	386
B	La phase contentieuse	386
1	Saisine de la Cour	386
2	Procédure	387
3	L'arrêt en manquement	388
4	L'exécution des arrêts	390
Section 2	Les actions fondées sur les articles 88, 95, 237, 238, 298	392
Chapitre 21	Le contrôle des actes	395
Section 1	Le recours en annulation	396
A	Les actes attaquables	396
1	Dispositions des traités constitutifs	396
2	Dispositions de la Constitution	397
3	Apports de la jurisprudence	397
a	Imputation d'actes intergouvernementaux à une institution	398
b	Notion d'actes produisant des effets de droit	398
c	Interprétation de la notion « d'actes destinés à produire des effets juridiques à l'égard des tiers »	401
d	Actes relatifs à la conclusion des traités	402

B	Les conditions de recevabilité tenant aux requérants	403
1	Institutions, organes et Etats membres	403
2	Personnes physiques ou morales	404
a	Recours présentés par les « destinataires » de l'acte	404
b	Recours présentés par les non destinataires	405
x	Actes attaquables	405
xx	La condition : être concerné individuellement	406
xxx	La condition : être concerné directement	410
xxxx	La contestation de la jurisprudence et son maintien	410
xxxxx	L'élargissement des conditions de recevabilité dans la Constitution	412
C	Le délai de recours	413
D	Les moyens du recours	413
E	L'arrêt d'annulation	415
Section 2	Les autres voies de contrôle direct de légalité	416
Section 3	Le contentieux des sanctions	417
Section 4	Le contrôle incident de la légalité des actes : l'exception d'illégalité	418
Section 5	Le contrôle préventif de la légalité des accords internationaux	419
Chapitre 22	La sanction de l'inaction des institutions le recours en carence	421
Section 1	La notion de carence	421
Section 2	La mise en oeuvre du recours	424
A	Les requérants	424
B	La procédure	425
Chapitre 23	Le recours en réparation des dommages	427
Section 1	Les bases juridiques de l'action en réparation	427
Section 2	Les conditions de la responsabilité	428
A	Le dommage	428
B	Le lien de causalité	429
1	La notion de comportement imputable à une institution	429
2	L'imputabilité des comportements des agents	430
3	L'interposition d'administrations nationales	431
C	L'illégalité du comportement	431
D	L'engagement de la responsabilité en dehors de tout comportement illégal	435
E	La réparation	435
F	La procédure	436
Chapitre 24	Le contentieux des contrats	439
Section 1	Champ d'application	439
Section 2	Droit applicable	439

TABLE DES MATIERES

Chapitre 25	Le contentieux de la fonction publique	441
Chapitre 26	Les recours préjudiciels	443
Section 1	Champ d'application des questions préjudicielles	444
Section 2	Les organes habilités à poser des questions préjudicielles	445
Section 3	L'utilisation de la question préjudicielle	447
A	Questions d'interprétation : faculté et obligation de saisir	448
B	Question d'appréciation de validité : obligation de saisir	450
Section 4	L'objet de la question préjudicielle	451
A	Les dispositions pouvant faire l'objet d'une question	451
1	Questions d'interprétation	451
2	Questions d'appréciation de validité.	453
B	La formulation de la question	453
Section 5	La recevabilité de la question	455
Section 5	La procédure	457
Section 6	Les décisions rendues sur questions préjudicielles	459

TROISIEME PARTIE

L'ORDRE JURIDIQUE DE L'UNION EUROPEENNE

Chapitre 27	La hiérarchie des sources	463
Section 1	La hiérarchie des sources du droit de l'Union	463
A	Les sources « fondatrices » : traités constitutifs, Constitution	463
B	Accords d'adhésion	464
C	Les actes communautaires soumis à l'approbation des Etats membres	465
D	Les « principes » ou « valeurs »	465
E	Principes généraux du droit et droits fondamentaux	466
1	Sources des droits fondamentaux	467
2	Portée juridique des droits fondamentaux	473
F	Accords internationaux	474
G	Actes unilatéraux	476
Section 2	La primauté du droit de l'Union sur le droit des Etats membres	477
A	Dans le cadre des traités constitutifs	477
1	En dehors du traité CE	477
2	Dans le cadre du traité CE	479
a	La primauté selon la Cour de justice	479
b	La primauté selon les juridictions nationales	481
B	Dans le cadre de la Constitution	484

Chapitre 28	L'intégration du droit de l'Union dans les ordres juridiques des Etats membres et ses conséquences sur les droits des personnes	487
Section 1	La notion d'intégration	487
Section 2	Les conséquences de l'intégration et de la primauté sur le système juridictionnel des Etats membres (« l'encadrement procédural »)	489
A	Le droit au contrôle juridictionnel	490
B	Les principes « d'équivalence » et « d'effectivité ».	492
Section 3	Les conséquences de l'intégration et de la primauté sur les règles de fond	495
A	L'effet direct » du droit communautaire	495
1	Définition et portée	495
2	Conditions	496
a	L'effet direct des règlements ou des lois	497
b	L'effet direct des décisions adressées aux particuliers	497
c	L'effet direct des dispositions des traités constitutifs ou de la Constitution	498
d	L'effet direct des principes généraux du droit	500
e	L'effet direct des accords internationaux	501
f	L'effet direct des directives, des lois-cadres et des règlements-cadres	502
g	L'effet direct des décisions adressées aux Etats membres	509
B	Le principe d'interprétation conforme au droit communautaire	510
C	Pouvoir d'ordonner des mesures provisoires	511
D	Suppression ou réparation des conséquences d'un manquement au droit communautaire	512
1	La répétition de l'indu	512
2	La réparation des dommages causés par une violation du droit communautaire	513
E	L'obligation de faire respecter le droit communautaire	518
Index général		521
Table chronologique des décisions de la Cour de justice et du Tribunal de première instance (arrêts, avis, ordonnances)		527